

► L'ÉDITO PAR RISS

LIBERTÉ D'EXPRESSION, COMBIEN ÇA COÛTE ?

Comment un journal victime d'un incendie criminel puis d'une attaque terroriste ayant causé la mort de 12 personnes peut poursuivre son activité dans des conditions de sécurité satisfaisantes ?

C'est le défi que doit relever quotidiennement *Charlie Hebdo* depuis janvier 2015.

Souvent interrogés sur le sujet, nous avons jusqu'alors fait le choix de ne pas étaler sur la place publique les conditions dans lesquelles notre journal devait vivre. Trois ans après, il est difficile de rester silencieux sur cette question car, contrairement à ce que peut-être nous avions espéré, la situation ne s'est pas améliorée. Au contraire. Ce qui devait être temporaire est devenu permanent. Les conditions de travail des membres du journal ne redeviendront sans doute jamais normales. Pas plus que la vie privée de certains collaborateurs.

Aujourd'hui, pour exister, *Charlie Hebdo* est obligé de recourir à deux types de protections.

La première concerne les locaux du journal. Le but est de rendre impossible toute attaque comme celle subie en 2015. D'un côté, des équipements lourds et coûteux ont été installés dans le bâtiment où loge *Charlie*. De l'autre, des agents de sécurité d'une société privée sont chargés de surveiller les lieux. Ces investissements et cette protection ont un prix. Tout compris, ils atteignent entre 1 et 1,5 million d'euros par an, entièrement à la charge du journal. Lorsque vous sortez de votre poche 3 euros pour acheter un exemplaire de *Charlie Hebdo*, 1,30 euro va au distributeur, les MLP, et c'est avec le 1,70 euro restant que le journal paye les salariés, les loyers, les prestataires ainsi que sa sécurité. Chaque semaine, au moins 15 000 exem-

plaires, soit près de 800 000 exemplaires par an, doivent être vendus uniquement pour payer la sécurisation des locaux de *Charlie Hebdo*.

À cette protection des lieux confiée à une société privée et payée par les ressources financières du journal s'ajoute celle de certaines personnes du journal, assurée par le SDLP, Service de la protection de la police nationale. Cette protection est financée par les impôts auxquels nous contribuons tous, y compris ceux que *Charlie Hebdo* paye au titre de l'impôt sur les sociétés.

Depuis trois ans, *Charlie Hebdo* sort régulièrement dans les kiosques et a retrouvé sa place dans le paysage médiatique français. Mais à quel prix. Celui à payer pour la protection privée des locaux est extrêmement lourd. Jusqu'à quand *Charlie Hebdo* pourra-t-il supporter une telle charge financière ? Nul ne le sait. On nous rétorquera que *Charlie Hebdo* possède une trésorerie importante, suite aux ventes exceptionnelles de 2015. C'est vrai. C'est pour cette raison que cet argent a été sanctuarisé et affecté exclusivement au fonctionnement du journal, car nous en aurons besoin pour garantir sa pérennité durant les années à venir. Mais qu'arrivera-t-il à *Charlie Hebdo* le jour où ces réserves seront épuisées, après avoir été dépensées pour la protection des locaux du journal ? Les cyniques répondront que, le jour venu, *Charlie Hebdo* devra se débrouiller, seul, sans ressources publicitaires ni l'aide d'un groupe de presse pour le financer. Ce n'est évidemment pas notre point de vue, et nous devons dès maintenant nous poser la question : est-il normal pour un journal d'un pays démocratique que plus d'un exemplaire sur deux vendus en kiosque finance la sécurité des locaux et des journalistes qui y travaillent ? Quel autre média en France doit investir autant d'argent pour lui permettre d'user de cette liberté fondamentale qu'est la liberté d'expression ? Cette liberté, vitale et indissociable de notre démocratie, est en train de devenir un produit de luxe, comme le sont les voitures de sport ou les rivières de diamants de la place Vendôme, et dont seuls les médias fortunés pourront jouir à l'avenir. Alors qu'elle devrait rester une liberté à la portée de tous, et s'exercer en toute sécurité par tous, pour les médias qui en ont les moyens comme pour ceux qui ne les ont pas. ■

VOUS ÊTES PROFESSEUR, INSTITUTEUR, VOUS TRAVAILLEZ À L'ÉDUCATION NATIONALE

Vous abordez avec vos élèves, vos collègues, votre hiérarchie, les questions de laïcité, vous parlez de *Charlie*, des religions. Racontez-nous leurs réactions. Quelles sont les difficultés que vous rencontrez dans l'enseignement de votre matière ?

Vos témoignages, qui resteront anonymes, seront publiés.

Écrivez-nous à : temoignage@charliehebdo.fr

► SÉCURITÉ

LA VIE À « CHARLIE » CE QUE CES TROIS

Voici ce que nous pouvons dire sur nos conditions de vie et de travail. Le 7 janvier 2015 nous a propulsés dans un monde nouveau, fait de policiers en armes, de sas et de portes blindées, de trousse, de mort. Et cela en plein Paris, et cela dans des conditions qui n'honorent pas la République française. Est-ce qu'on se marre quand même ? Oui.

Les belles années de la rue de Turbigo, quand *Charlie* habitait tout près du musée des Arts et Métiers, à Paris. On passait un carrefour, on allait jeter un œil sur l'avion de Blériot, l'Éole de Clément Ader – « ils ont deux ou trois pièces uniques » – ou cet infernal pendule de Foucault. Les restos étaient géniaux, Charb était encore là, qui aimait tant la bonne bouffe italienne – et toute autre –, le vaste local ensoleillé donnait des ailes et attirait les visiteurs d'un jour comme autant de papillons. Oh ! ne parlez pas de la rue de Turbigo à ceux des survivants qui ont connu le comptoir de l'accueil, car la nostalgie peut transpercer la peau comme une lame. « C'était ouvert sur le monde. J'y allais tous les jours. Pendant un moment, je crois bien que j'étais celui qui y passait le plus de temps. » Mais l'équipe fut mise dehors, pour de pauvres affaires de sous, et l'exil commença à la fin de l'été 2011.

Boulevard Davout, le local était vaste et nu, avec une impressionnante hauteur sous plafond. La table en fer à cheval de Turbigo avait pu y être démenagée, et toutes les archives et tous les millions de papiers du journal avaient été posés sur des étagères. Y serions-nous bien ? Nous n'avons pas eu le temps de répondre, car quatre ou cinq semaines plus tard, une main inconnue a brûlé une nuit tous nos trésors de guerre. Au matin, sur le trottoir de ce quartier populaire et immigré de Paris, il y avait des tonnes de papier haché, mâché par les lances à incendie des pompiers. Charb nous faisait pleurer de rire en racontant qu'il avait été contraint, devant les caméras, de tendre la main au si dérisoire ministre de la police Claude Guéant.

TOC MÉTALLIQUE

Et c'est alors qu'apparurent les flics. Un jour de la fin de 2011, alors que *Charlie* était hébergé dans les locaux de *Libération*, rue Béranger, deux gradés – un homme, une femme – du Service de protection des hautes personnalités (SPHP) vinrent trouver dans le hall de *Libé* Charb, Luz et Riss. Le SPHP est l'héritier direct du Service des voyages officiels et de la sécurité des hautes personnalités (SVOSH), constitué après l'assassinat en 1934 du roi de Yougoslavie Alexandre 1^{er} à Marseille. *Charlie* entre à cet instant dans le monde mouvant et parfois interlope des gens importants,

et menacés. « Ils ont dit : "On vous conseille une protection." On ne savait pas s'il fallait accepter. Le gradé a insisté et précisé : "Attention, on est là pour la protection, pas pour le renseignement." » On ne saura jamais si ce dernier argument a emporté la partie, mais un Charb, pour ne citer que notre glorieux absent, n'aurait pas accepté qu'on mette le nez dans son lit. Dans ses lits.

Commença cette première époque, où personne ne croyait encore au pire, malgré l'incendie. Le trio circulait avec sa garde rapprochée, deux par personne, où que ce soit. C'était lourd, nul d'entre eux ne sortait plus librement, sans escorte. Au bout de quelques mois, les compères auraient bien aimé se débarrasser de cette lourde tunique de Nessus. Mais le jour – 19 mars 2012 – où Merah assassina des gosses en entrant de force dans leur école, tout bascula à jamais. « Je me suis dit qu'un jour quelqu'un allait faire pareil, entrer dans les locaux de *Charlie*, et tirer dans le tas. » À cette date, nous démenageâmes encore, pour loger rue Serpollet, dans une sorte de no man's land entre le 20^e arrondissement et la banlieue, la porte de Montreuil et celle de Bagnolet, avec vue sur le périph. Ô rue Serpollet, où tout était si moche ! Au métro, Cabu, fringant comme à l'habitude, souriant comme de juste, bondissait de l'escalier mécanique et enfournait le boulevard des Maréchaux. L'immeuble contenait des bureaux de la préfecture où des palanquées de demandeurs venaient chercher des cartes grises. Les locaux étaient en toc métallique.

Dehors, il y avait le plus souvent un car empli de quatre flics, dont on se demande ce qu'ils auraient su faire. « Quand je partais vers 13 heures, je regardais sans cesse derrière moi tandis que je longeais le stade de la porte de Bagnolet. Souvent, je rentrais au métro avec Honoré, par la rue Henri-Duvernois. J'aimais qu'il me parle de ses premiers boulots. » C'est à cette époque que Charb montra à quelques-uns les affiches djihadistes où son visage apparaissait. Sur le Net, bien sûr, dans ce vaste foutoir planétaire où toutes les bassesses sont possibles. Il souhaitait acheter une arme, il craignait par-dessus tout d'être coincé chez lui, au fond de sa chambre.

Nos trois larrons protégés – Riss, Luz et Charb – circulaient donc dans des voitures de police. « Sur le périph, je me sentais comme sous une cloche à fromage, j'étais devenu un camembert. Dans



► L'ÉDITO PAR RISS

LIBERTÉ D'EXPRESSION, COMBIEN ÇA COÛTE ?

Comment un journal victime d'un incendie criminel puis d'une attaque terroriste ayant causé la mort de 12 personnes peut poursuivre son activité dans des conditions de sécurité satisfaisantes ?

C'est le défi que doit relever quotidiennement *Charlie Hebdo* depuis janvier 2015.

Souvent interrogés sur le sujet, nous avons jusqu'alors fait le choix de ne pas étaler sur la place publique les conditions dans lesquelles notre journal devait vivre. Trois ans après, il est difficile de rester silencieux sur cette question car, contrairement à ce que peut-être nous avions espéré, la situation ne s'est pas améliorée. Au contraire. Ce qui devait être temporaire est devenu permanent. Les conditions de travail des membres du journal ne redeviendront sans doute jamais normales. Pas plus que la vie privée de certains collaborateurs.

Aujourd'hui, pour exister, *Charlie Hebdo* est obligé de recourir à deux types de protections.

La première concerne les locaux du journal. Le but est de rendre impossible toute attaque comme celle subie en 2015. D'un côté, des équipements lourds et coûteux ont été installés dans le bâtiment où loge *Charlie*. De l'autre, des agents de sécurité d'une société privée sont chargés de surveiller les lieux. Ces investissements et cette protection ont un prix. Tout compris, ils atteignent entre 1 et 1,5 million d'euros par an, entièrement à la charge du journal. Lorsque vous sortez de votre poche 3 euros pour acheter un exemplaire de *Charlie Hebdo*, 1,30 euro va au distributeur, les MLP, et c'est avec le 1,70 euro restant que le journal paye les salariés, les loyers, les prestataires ainsi que sa sécurité. Chaque semaine, au moins 15 000 exem-

plaires, soit près de 800 000 exemplaires par an, doivent être vendus uniquement pour payer la sécurisation des locaux de *Charlie Hebdo*.

À cette protection des lieux confiée à une société privée et payée par les ressources financières du journal s'ajoute celle de certaines personnes du journal, assurée par le SDLP, Service de la protection de la police nationale. Cette protection est financée par les impôts auxquels nous contribuons tous, y compris ceux que *Charlie Hebdo* paye au titre de l'impôt sur les sociétés.

Depuis trois ans, *Charlie Hebdo* sort régulièrement dans les kiosques et a retrouvé sa place dans le paysage médiatique français. Mais à quel prix. Celui à payer pour la protection privée des locaux est extrêmement lourd. Jusqu'à quand *Charlie Hebdo* pourra-t-il supporter une telle charge financière ? Nul ne le sait. On nous rétorquera que *Charlie Hebdo* possède une trésorerie importante, suite aux ventes exceptionnelles de 2015. C'est vrai. C'est pour cette raison que cet argent a été sanctuarisé et affecté exclusivement au fonctionnement du journal, car nous en aurons besoin pour garantir sa pérennité durant les années à venir. Mais qu'arrivera-t-il à *Charlie Hebdo* le jour où ces réserves seront épuisées, après avoir été dépensées pour la protection des locaux du journal ? Les cyniques répondront que, le jour venu, *Charlie Hebdo* devra se débrouiller, seul, sans ressources publicitaires ni l'aide d'un groupe de presse pour le financer. Ce n'est évidemment pas notre point de vue, et nous devons dès maintenant nous poser la question : est-il normal pour un journal d'un pays démocratique que plus d'un exemplaire sur deux vendus en kiosque finance la sécurité des locaux et des journalistes qui y travaillent ? Quel autre média en France doit investir autant d'argent pour lui permettre d'user de cette liberté fondamentale qu'est la liberté d'expression ? Cette liberté, vitale et indissociable de notre démocratie, est en train de devenir un produit de luxe, comme le sont les voitures de sport ou les rivières de diamants de la place Vendôme, et dont seuls les médias fortunés pourront jouir à l'avenir. Alors qu'elle devrait rester une liberté à la portée de tous, et s'exercer en toute sécurité par tous, pour les médias qui en ont les moyens comme pour ceux qui ne les ont pas. ■

VOUS ÊTES PROFESSEUR, INSTITUTEUR, VOUS TRAVAILLEZ À L'ÉDUCATION NATIONALE

Vous abordez avec vos élèves, vos collègues, votre hiérarchie, les questions de laïcité, vous parlez de *Charlie*, des religions. Racontez-nous leurs réactions. Quelles sont les difficultés que vous rencontrez dans l'enseignement de votre matière ?

Vos témoignages, qui resteront anonymes, seront publiés.

Écrivez-nous à : temoignage@charliehebdo.fr

► SÉCURITÉ

LA VIE À « CHARLIE » CE QUE CES TROIS

Voici ce que nous pouvons dire sur nos conditions de vie et de travail. Le 7 janvier 2015 nous a propulsés dans un monde nouveau, fait de policiers en armes, de sas et de portes blindées, de trouille, de mort. Et cela en plein Paris, et cela dans des conditions qui n'honorent pas la République française. Est-ce qu'on se marre quand même ? Oui.

Les belles années de la rue de Turbigo, quand *Charlie* habitait tout près du musée des Arts et Métiers, à Paris. On passait un carrefour, on allait jeter un œil sur l'avion de Blériot, l'Éole de Clément Ader – « ils ont deux ou trois pièces uniques » – ou cet infernal pendule de Foucault. Les restos étaient géniaux, Charb était encore là, qui aimait tant la bonne bouffe italienne – et toute autre –, le vaste local ensoleillé donnait des ailes et attirait les visiteurs d'un jour comme autant de papillons. Oh ! ne parlez pas de la rue de Turbigo à ceux des survivants qui ont connu le comptoir de l'accueil, car la nostalgie peut transpercer la peau comme une lame. « C'était ouvert sur le monde. J'y allais tous les jours. Pendant un moment, je crois bien que j'étais celui qui y passait le plus de temps. » Mais l'équipe fut mise dehors, pour de pauvres affaires de sous, et l'exil commença à la fin de l'été 2011.

Boulevard Davout, le local était vaste et nu, avec une impressionnante hauteur sous plafond. La table en fer à cheval de Turbigo avait pu y être démenagée, et toutes les archives et tous les millions de papiers du journal avaient été posés sur des étagères. Y serions-nous bien ? Nous n'avons pas eu le temps de répondre, car quatre ou cinq semaines plus tard, une main inconnue a brûlé une nuit tous nos trésors de guerre. Au matin, sur le trottoir de ce quartier populaire et immigré de Paris, il y avait des tonnes de papier haché, mâché par les lances à incendie des pompiers. Charb nous faisait pleurer de rire en racontant qu'il avait été contraint, devant les caméras, de tendre la main au si dérisoire ministre de la police Claude Guéant.

TOC MÉTALLIQUE

Et c'est alors qu'apparurent les flics. Un jour de la fin de 2011, alors que *Charlie* était hébergé dans les locaux de *Libération*, rue Béranger, deux gradés – un homme, une femme – du Service de protection des hautes personnalités (SPHP) vinrent trouver dans le hall de *Libé* Charb, Luz et Riss. Le SPHP est l'héritier direct du Service des voyages officiels et de la sécurité des hautes personnalités (SVOSH), constitué après l'assassinat en 1934 du roi de Yougoslavie Alexandre 1^{er} à Marseille. *Charlie* entre à cet instant dans le monde mouvant et parfois interlope des gens importants,

et menacés. « Ils ont dit : "On vous conseille une protection." On ne savait pas s'il fallait accepter. Le gradé a insisté et précisé : "Attention, on est là pour la protection, pas pour le renseignement." » On ne saura jamais si ce dernier argument a emporté la partie, mais un Charb, pour ne citer que notre glorieux absent, n'aurait pas accepté qu'on mette le nez dans son lit. Dans ses lits.

Commença cette première époque, où personne ne croyait encore au pire, malgré l'incendie. Le trio circulait avec sa garde rapprochée, deux par personne, où que ce soit. C'était lourd, nul d'entre eux ne sortait plus librement, sans escorte. Au bout de quelques mois, les compères auraient bien aimé se débarrasser de cette lourde tunique de Nessus. Mais le jour – 19 mars 2012 – où Merah assassina des gosses en entrant de force dans leur école, tout bascula à jamais. « Je me suis dit qu'un jour quelqu'un allait faire pareil, entrer dans les locaux de *Charlie*, et tirer dans le tas. » À cette date, nous démenageâmes encore, pour loger rue Serpollet, dans une sorte de no man's land entre le 20^e arrondissement et la banlieue, la porte de Montreuil et celle de Bagnolet, avec vue sur le périph. Ô rue Serpollet, où tout était si moche ! Au métro, Cabu, fringant comme à l'habitude, souriant comme de juste, bondissait de l'escalier mécanique et enfournait le boulevard des Maréchaux. L'immeuble contenait des bureaux de la préfecture où des palanquées de demandeurs venaient chercher des cartes grises. Les locaux étaient en toc métallique.

Dehors, il y avait le plus souvent un car empli de quatre flics, dont on se demande ce qu'ils auraient su faire. « Quand je partais vers 13 heures, je regardais sans cesse derrière moi tandis que je longeais le stade de la porte de Bagnolet. Souvent, je rentrais au métro avec Honoré, par la rue Henri-Duvernois. J'aimais qu'il me parle de ses premiers boulots. » C'est à cette époque que Charb montra à quelques-uns les affiches djihadistes où son visage apparaissait. Sur le Net, bien sûr, dans ce vaste foutoir planétaire où toutes les bassesses sont possibles. Il souhaitait acheter une arme, il craignait par-dessus tout d'être coincé chez lui, au fond de sa chambre.

Nos trois larrons protégés – Riss, Luz et Charb – circulaient donc dans des voitures de police. « Sur le périph, je me sentais comme sous une cloche à fromage, j'étais devenu un camembert. Dans



ANNÉES ONT VRAIMENT CHANGÉ



les embouteillages, je regardais le monde comme doit le faire un poisson rouge à l'abri de son bocal. Et à l'arrivée, on me sortait. » La vérité commande d'écrire qu'il y eut aussi des moments d'hilarité et de folie douce. Comme ce jour où l'un des trois décida d'aller acheter une longue planche au rayon bricolage d'un grand magasin. « Elle n'entrait pas dans la bagnole des flics. Mais il fallait bien que je rentre chez moi. Alors je suis monté dans un tramway, accompagné par un policier, pendant que l'autre nous suivait en bagnole, en parallèle, à la même vitesse que nous. »

LE COUP DE CHANCE DE LA RUE NICOLAS-APPERT

N'empêche, c'était quand même l'exil. Qui nous sortirait jamais de cette île Sainte-Hélène? L'ambiguïté régnait sans qu'on s'en rende compte. La police protégeait des personnes, pas des locaux. Ne jamais oublier qu'un journal, c'est un personnel. Il y a des services techniques, il faut s'occuper de l'administration, des abonnements. Fatalement, il s'est trouvé des circonstances où aucun dessinateur ou rédacteur n'était présent. Or les balles atteignent aussi bien une carte de presse qu'un correcteur ou un webmaster, comme le futur finirait par le démontrer.

Par un coup de chance, il se trouva un nouveau lieu, dans un des plaisants quartiers de

Paris, entre la République et la Bastille. Sur le parcours des manifs. Tout le monde aime la rue Nicolas-Appert, l'allée Verte qui menait au boulevard Richard-Lenoir, la rue Pelée qui se jetait dans Saint-Sabin et ouvrait sur le Marais. On ne voyait même plus le car de police devant chez nous, qui finirait d'ailleurs par disparaître quelques semaines avant l'assaut meurtrier. On pouvait enfin manger dans le quartier, et recevoir à l'improviste des visiteurs et des amis. Il arrivait qu'on se croise en riant dans l'escalier, ou que l'on papote avec les gens de Premières Lignes, une agence de reportages télé installée sur le palier.

Le 7 janvier 2015 est la date rouge sang qui sépare deux vies. Avant, il y a les blagues de Charb qui nous faisaient pleurer de rire, les petits gâteaux de Cabu, déposés avec grâce sur la table, les mots coquins de Wolin, l'arrivée tonitruante de Tignous, le rire pleines dents de Bernard, les cris d'Elsa. Et depuis, un deuil que nous portons tous, et qui ne finira jamais.

On ne s'étendra pas sur l'hôpital, les mois passés sur des lits de souffrance, le cauchemar d'opérations à répétition pour les plus abîmés d'entre nous. Des policiers, armes automatiques au poing, suivaient les nôtres dans les couloirs, jusque pendant les séances de kiné, au milieu d'autres malades. Certains de ces derniers nous prenaient pour des gangsters, car qui d'autre est ainsi gardé dans un lieu de soins? Une patiente

d'alors, en direction des hommes en uniforme : « Ils n'ont pas l'air trop méchant, vos bandits. »

CEUX QUI DISENT QU'ILS N'ONT PAS PEUR

On ne peut pas raconter trop de détails sur la façon dont nous faisons depuis notre journal, qui est le vôtre. On ne peut livrer des éléments que pourraient récupérer des tueurs, mais sachez qu'il y a un moment spécial. Quand il faut s'annoncer depuis la rue pour pénétrer dans le journal, et que l'on se retourne pour être sûr qu'un scooter n'approche pas, ou qu'une porte cochère n'abrite pas une main armée. « Des fois, j'ai peur. J'arrive devant la porte et je me retourne, ce qui est absurde, car si quelqu'un est là, dans la rue, c'est trop tard. De l'autre côté, mes yeux accrochent l'enseigne d'un magasin qui vend des obsèques, ce qui provoque un bref sourire intérieur. »

L'horrible peur d'être plombé une fois encore est dans de nombreuses têtes. « J'ai la boule au ventre. Quand j'arrive, quand je suis encore sur la rue, j'ai peur. Ceux qui disent qu'ils n'ont pas peur sont des crétins. » Non, ce ne sont pas des crétins, mais plus sûrement de jeunes pousses parvenues à nous depuis le 7 janvier, ou de grands habitués des situations tendues : « Moi, j'ai déjà bossé pour le TPIR', alors les gars avec des kalachnikovs, je ne les vois plus. » Il doit être le seul, car le

spectacle presque quotidien des fusils d'assaut, avec leur manchon qui sert à réduire le son, fout les jetons aux plus endurcis. Nous vivons au milieu d'une guerre qui peut reprendre à tout instant. Un exemple parmi cinquante autres : « Une fin d'après-midi, entre chien et loup, il bruina. J'avais appelé un taxi, qui avait prévenu qu'il était arrivé. Je me précipite, passe les portes, salue les gars de la sécurité, ouvre le dernier obstacle avant la rue, et me retrouve dehors. La voiture noire était là. J'ouvre la portière et réalise que la voiture est bourrée d'armes automatiques. Le chauffeur me lance un regard terrible et deux autres, qui semblaient être des passants, se jettent pratiquement sur moi. Le taxi était juste derrière... »

On ne parle pas entre nous de ces histoires, mais si l'on écoute vraiment, on entend cela : « J'ai peur sur le trottoir, j'ai peur quand je vois des policiers, quand je suis à l'intérieur, peur quand j'entends, à la table de la rédaction, des bruits que je n'identifie pas. J'ai peur de la panic room², car je suis claustrophobe. J'ai peur, car je suis persuadée de réentendre un jour le cliquetis des kalachs. Il y a quelque chose qui l'emporte sur cette pétiole, mais quoi ? » Et d'autres, pourtant protégés, et sûrement pour cela aussi, ne reconnaissent plus leur vie : « La spontanéité, c'est fini. Fini les potes, fini les bars. Quand je vais encore dans l'un d'eux, mes policiers sont là. Et il leur arrive de me presser de partir parce qu'ils craignent quelque chose. Chez moi, où je suis ►►►

CE QUE CES TROIS ANNÉES ONT VRAIMENT CHANGÉ

►►► connu, des voisins d'extrême gauche ne veulent plus me dire bonjour, car ils ne sont surtout pas Charlie.»

LA POLICE PRIVÉE DE «CHARLIE»

Chacun a son lot d'histoires à dormir debout : « Je t'ai jamais raconté cette fois où les flics croyaient qu'il y avait quelqu'un sur mon toit ? L'un d'entre eux est monté en haut d'un immeuble voisin pour regarder, pendant que trois autres étaient dans mon salon, la main sur leur flingue. » Précisons que ces policiers-là appartiennent à la police nationale, et protègent avec un grand professionnalisme certains d'entre nous. Certains, pas tous. C'est grandement absurde, mais la police nationale n'a pas mission de protéger le lieu où travaillent une bonne quinzaine de personnes menacées de mort. Charlie est donc obligé (voir l'édition) d'employer une police privée, qui se trouve à l'intérieur, avec laquelle nous entretenons de très bonnes relations. Mais qu'on paie, au prix fort.

Et que se passe-t-il quand l'un des protégés se rend à l'étranger ? Cela dépend des accords entre polices. Tout existe, jusqu'à la présence de policiers français dans un avion transportant un Charlie. Par exemple, des policiers accompagnent Y dans tous ses mouvements, parfois jusqu'au Brésil. « Une fois, dans un pays européen, il était certain que nous étions surveillés. Mais par qui ? Tout le monde flippait, car là-bas, il n'y avait aucune base de repli. J'ai décidé, en accord avec les policiers qui se trouvaient avec moi, de raccourcir le voyage de trois jours. »

Combien de policiers s'occupent de nous, au fait ? Secret bien gardé par nous. Disons plusieurs, parfois beaucoup, cela dépend du classement, sur l'échelle de Richter du crime politique, de ceux des nôtres qu'on protège. Et les autres ? « Moi, je n'ai pas peur, mais il y a quand même de grosses différences entre nous. Riss et quelques autres sont devenus intouchables. Mais pas des gens comme moi ou d'autres, qui peuvent devenir des cibles. » Dans le cas de Y, les flics le conduisent d'un rendez-vous à un autre à bord d'une voiture si lourde que les freins ne peuvent l'arrêter que difficilement. Car elle est hautement blindée.

LE FLIC ÉTAIT UN PEU BEAUCOUP PRESSÉ

Parfois, la folie est au rendez-vous, comme ce jour où X a un rendez-vous précis. Il est dans une voiture blindée, et l'un des policiers de bord est un petit nouveau, hypernerveux. L'ennui est qu'il conduit le monstre caparotonné. Dès que X annonce que, pour une fois – une seule fois ! –, il est réellement pressé, le chauffeur devient comme possédé. « J'ai eu la peur de ma vie. On a pris un sens unique à contresens, avec le gyrophare hurlant. L'autre policier était blanc, je pensais qu'on allait buter une vieille. Je n'ai plus jamais dit que j'étais en retard. »

Il y a d'autres fantaisies qu'on dissimule, mais ce n'est plus tout à fait une vie. « Nous vivons comme des clandestins. Il faut constamment anticiper, ne pas prendre l'habitude d'aller au même endroit pour manger. J'imagine qu'un mec pourrait surgir, ou une bagnole exploser, ou l'apparition de nouvelles techniques. » Il faut planquer l'existence de femmes ou de maris – « je ne vais jamais à aucun événement public avec mon épouse, pour

Des lecteurs déçus par le numéro « Spécial Sécurité » :



que son visage ne soit jamais associé au mien» –, d'enfants, de domiciles, jusque sur le Net, qui révèle tant de petits secrets. Un jour épouvantable, à la suite d'un dessin qui n'aurait pas plu dans la lointaine Russie, l'un des nôtres a payé le prix fort. Des petites crapules poutiniennes ont publié sur la Toile son vrai nom, son adresse en Bourgogne, le plan pour arriver chez lui, le nom de ses voisins. Et comment combattre la numérisation du monde ?

Reprenons. Certains sont protégés par des policiers d'élite lourdement armés. Mais comme le lieu de travail n'est pas pris en compte – répétons pour les sourds : c'est aussi grave qu'absurde –, Charlie a dû payer et la sécurisation des lieux et les gardes privés qui font tourner le système. Nous avons de fort bonnes relations avec ces derniers, mais est-ce bien le problème ?

Bien que simple, la situation nous paraît désespérément confuse. Ceux qui partageaient au départ nos nouveaux locaux – d'autres sociétés – sont partis un à un, découragés par le risque de ce pesant voisinage. Pour accéder à la rédaction, il y a de nombreuses portes spéciales à franchir, dont certaines doivent venir de Fort Knox, des ascenseurs, des escaliers, des sas, un mot de code censé signaler une alerte grave qui nous conduirait tous dans un lieu spécialement aménagé. Quand tous les barrages sont franchis dans la volupté qu'on devine, c'est alors que l'on peut s'asseoir, c'est alors qu'il faut rire. Ne l'oublions surtout pas, Charlie est un journal comique. Il arrive fatalement un moment où Riss et Gérard ouvrent le bal et commencent : « On met quoi, cette semaine ? »

LE LIBRAIRE SE RETROUVE TOUT SEUL

Non, nous ne menons pas une vie normale, et nous vous devons bien cette vérité essentielle, vous qui avez tant soutenu les rescapés du massacre de janvier 2015. Des audacieux de chez nous vont encore sur le terrain, un peu partout en France, notamment pour y présenter la pièce posthume de notre Charb, tirée de sa *Lettre aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes*. Après quelques représentations en Avignon l'été passé, la pièce circule tant bien que mal dans des centres sociaux de province, des lieux culturels. Mais alors, la police bloque les carrefours, arrête et fouille tout le monde, crée un climat que certains passants et même des spectateurs ne comprennent pas. De nombreuses dédicaces de livres écrits ou dessinés par des Charlie sont annulées par les libraires : « Je peux comprendre, car chacun de nos passages entraîne dans notre sillage un barnum de flics. Et une fois qu'on est partis, le pauvre libraire se retrouve seul, non ? » Encore faut-il ajouter le poids des menaces, qui redoublent depuis quelques mois. La plupart sont ridicules de sottise, mais certaines sentent bel et bien la mort, et celles-là, on les reconnaît. Ce serait donc cela, la France de 2018 ? Un pays

où la liberté réelle recule chaque jour sans que personne ne s'en émeuve ?

AU PAYS DES CERISES EXPLOSIVES

Mais allons, car nous savons si mal pleurer, malgré les larmes de sang du 7 janvier. Un jour d'été, le frère d'un Charlie, revenant d'une campagne, entend lui déposer un petit paquet. Mais notre Charlie, au téléphone, le prévient qu'il n'est pas chez lui. N'importe. Le frère sonne chez le concierge pour lui remettre le cadeau, mais celui-ci est absent, lui aussi. Alors il dépose son colis sur le paillason de son frère.

Bien entendu, il n'a pas vu que la voisine de palier avait tout observé par son judas. Or elle est inquiète, car elle sait qui est notre Charlie. Ce paquet, que contient-il ? Elle appelle la police, qui arrive très vite, constate la présence suspecte et décide d'envoyer une équipe de déminage, qui fait exploser la chose. « Quand je suis rentré, ma porte était défoncée, et tout le palier, jusqu'au plafond, était rouge cerise. C'est normal, car mon frère m'avait apporté des cerises à peine cueillies. Je me suis mis à nettoyer, mais c'est coriace, des cerises écrasées sur un mur. » Et l'un des flics, devant le spectacle, a lâché sans rire : « Je n'ai jamais vu un truc pareil en trente-cinq ans de carrière. » On le croit.

Encore deux choses qui nous tiennent à cœur. D'abord, les relations avec les flics. Seuls ceux qui sont protégés savent de quoi il s'agit. La confiance et une sorte d'amitié finissent par s'établir, car certains – de part et d'autre des fusils d'assaut – se connaissent depuis des années. Témoignage 1 : « Ils me donnent confiance. Oui, on peut parler d'amis. » Témoignage 2 : « Je n'ai pas été élevé dans un monde où on a des gens à son service. Et les flics sont à ma disposition. À la limite, c'est ça qui me gêne le plus. Tu manges dans un restaurant, il est 11 heures du soir, et tu te dis : "Merde, ils habitent loin, à quelle heure ils vont se coucher ?" Pareil quand tu les vois arriver le matin avec des yeux rouges, parce qu'ils ont dormi trois heures. » Témoignage 3 : « On ne peut pas manquer de les respecter. Leur mission ne tolère pas l'ombre d'une erreur et, bien entendu, on finit par nouer des liens de sympathie. Régulièrement, certains que je n'avais pas vus depuis un moment viennent me serrer la main en me disant : "Ah ben, t'es encore là ?" » Témoignage 4 : « Une ou deux fois, je suis tombé sur une tête de con, mais sinon, on rencontre des gens étonnants. Comme celui qui avait fait des études de musicologie. La flûte traversière ne nourrit pas son homme, la police, si. »

ADRESSE À UNE RÉPUBLIQUE DÉFUNTE

Le deuxième point presque final renvoie à notre état de santé mentale. Sommes-nous les victimes d'une hallucination ? La paranoïa aurait-elle pris la place de nos rires homériques – ô Bernard Maris ! – d'antan ? Au procès d'Abdelkader

Merah, que Riss a suivi pour nous en octobre, on aura appris quantité de choses utiles. Le prévenu écoutait pendant ses heures de travail de charmantes cassettes audio délivrant de précieux conseils. Et parmi eux, celui-ci : « Quand on veut assassiner quelqu'un, on le surveille. » Ce n'est pas trahir un grand secret, certains de nous se sentent épiés. L'avenir tranchera ce lourd questionnement. Il est en tout cas certain que la grande tuerie du 7 janvier 2015 s'est produite aussi parce que l'équipe et la police ne croyaient pas à l'existence d'une haine aussi implacable du rire et de ses serviteurs.

Un territoire de Paris, capitale d'un pays libre, vit en état de siège, comme s'il était possible, admissible, supportable qu'un journal subisse constamment la peur d'un nouvel attentat. Nous ne sommes pas des héros, seulement des humains qui croient encore dans des valeurs humaines universelles. Et cela nous donne le droit d'interpeller notre président, Emmanuel Macron, et tous ceux qui exercent en notre nom un pouvoir public. Monsieur le président, est-il bien juste que nous soyons contraints d'acheter ainsi notre vie en payant une police privée ? Et ce faisant, de privatiser notre liberté et notre sécurité ? Est-il juste que la République française ne garantisse pas réellement le droit de Charlie à réunir son équipe, à réaliser son travail hebdomadaire sous la protection efficace de policiers de la République ?

N'est-il pas temps de regarder les choses en face, et de revoir tout ce qui doit l'être en urgence ? Vous le savez, une doctrine dépassée par les événements conduit à protéger seulement un nombre limité d'individus, sans tenir compte des autres, sans tenir compte du bâtiment où tous travaillent pourtant. Pourquoi diable ne serait-il pas possible de lancer un débat adulte sur ce qui a changé depuis le 7 janvier ? Pour notre gazette et d'ailleurs toutes les autres ?



Pas de malentendu, monsieur le président. Nous ne pleurons pas nos ducats et nos picailons. Nous pleurons notre République défunte, incapable de parler haut et clair pour que les principes simples de la liberté d'expression soient respectés en tout point de notre pays. Dites, que se serait-il passé si notre Charlie n'avait pas eu assez d'argent pour payer ses propres policiers ? Et que se passera-t-il demain si nous n'avons plus ces moyens de riches ? Nous vous appelons avec force et détermination à poser, avec nous et tous autres, la question concrète du droit à la liberté dans ce vieux pays qui est aussi le nôtre.

Quant à vous, chers lecteurs d'hier, d'aujourd'hui et de demain, sachez ce que vous n'avez jamais ignoré : nous avons un besoin proprement vital de votre présence, de votre soutien, de votre vigilance, de vos cris et protestations, même quand ils nous visent. Nous ne continuons que pour cela. On rira, on rira encore, mais il faudra nous aider.

Fabrice Nicolino

• Les citations sont bien sûr celles de membres de l'équipe.

1. Le TPIR est le Tribunal pénal international pour le Rwanda.

2. La panic room est une pièce de sécurité où se réfugier en cas d'extrême urgence.

ANNÉES ONT VRAIMENT CHANGÉ



les embouteillages, je regardais le monde comme doit le faire un poisson rouge à l'abri de son bocal. Et à l'arrivée, on me sortait. » La vérité commande d'écrire qu'il y eut aussi des moments d'hilarité et de folie douce. Comme ce jour où l'un des trois décida d'aller acheter une longue planche au rayon bricolage d'un grand magasin. « Elle n'entrait pas dans la bagnole des flics. Mais il fallait bien que je rentre chez moi. Alors je suis monté dans un tramway, accompagné par un policier, pendant que l'autre nous suivait en bagnole, en parallèle, à la même vitesse que nous. »

LE COUP DE CHANCE DE LA RUE NICOLAS-APPERT

N'empêche, c'était quand même l'exil. Qui nous sortirait jamais de cette île Sainte-Hélène? L'ambiguïté régnait sans qu'on s'en rende compte. La police protégeait des personnes, pas des locaux. Ne jamais oublier qu'un journal, c'est un personnel. Il y a des services techniques, il faut s'occuper de l'administration, des abonnements. Fatalement, il s'est trouvé des circonstances où aucun dessinateur ou rédacteur n'était présent. Or les balles atteignent aussi bien une carte de presse qu'un correcteur ou un webmaster, comme le futur finirait par le démontrer.

Par un coup de chance, il se trouva un nouveau lieu, dans un des plaisants quartiers de

Paris, entre la République et la Bastille. Sur le parcours des manifs. Tout le monde aime la rue Nicolas-Appert, l'allée Verte qui menait au boulevard Richard-Lenoir, la rue Pelée qui se jetait dans Saint-Sabin et ouvrait sur le Marais. On ne voyait même plus le car de police devant chez nous, qui finirait d'ailleurs par disparaître quelques semaines avant l'assaut meurtrier. On pouvait enfin manger dans le quartier, et recevoir à l'improviste des visiteurs et des amis. Il arrivait qu'on se croise en riant dans l'escalier, ou que l'on papote avec les gens de Premières Lignes, une agence de reportages télé installée sur le palier.

Le 7 janvier 2015 est la date rouge sang qui sépare deux vies. Avant, il y a les blagues de Charb qui nous faisaient pleurer de rire, les petits gâteaux de Cabu, déposés avec grâce sur la table, les mots coquins de Wolin, l'arrivée tonitruante de Tignous, le rire pleines dents de Bernard, les cris d'Elsa. Et depuis, un deuil que nous portons tous, et qui ne finira jamais.

On ne s'étendra pas sur l'hôpital, les mois passés sur des lits de souffrance, le cauchemar d'opérations à répétition pour les plus abîmés d'entre nous. Des policiers, armes automatiques au poing, suivaient les nôtres dans les couloirs, jusque pendant les séances de kiné, au milieu d'autres malades. Certains de ces derniers nous prenaient pour des gangsters, car qui d'autre est ainsi gardé dans un lieu de soins? Une patiente

d'alors, en direction des hommes en uniforme : « Ils n'ont pas l'air trop méchant, vos bandits. »

CEUX QUI DISENT QU'ILS N'ONT PAS PEUR

On ne peut pas raconter trop de détails sur la façon dont nous faisons depuis notre journal, qui est le vôtre. On ne peut livrer des éléments que pourraient récupérer des tueurs, mais sachez qu'il y a un moment spécial. Quand il faut s'annoncer depuis la rue pour pénétrer dans le journal, et que l'on se retourne pour être sûr qu'un scooter n'approche pas, ou qu'une porte cochère n'abrite pas une main armée. « Des fois, j'ai peur. J'arrive devant la porte et je me retourne, ce qui est absurde, car si quelqu'un est là, dans la rue, c'est trop tard. De l'autre côté, mes yeux accrochent l'enseigne d'un magasin qui vend des obsèques, ce qui provoque un bref sourire intérieur. »

L'horrible peur d'être plombé une fois encore est dans de nombreuses têtes. « J'ai la boule au ventre. Quand j'arrive, quand je suis encore sur la rue, j'ai peur. Ceux qui disent qu'ils n'ont pas peur sont des crétins. » Non, ce ne sont pas des crétins, mais plus sûrement de jeunes pousses parvenues à nous depuis le 7 janvier, ou de grands habitués des situations tendues : « Moi, j'ai déjà bossé pour le TPIR', alors les gars avec des kalachnikovs, je ne les vois plus. » Il doit être le seul, car le

spectacle presque quotidien des fusils d'assaut, avec leur manchon qui sert à réduire le son, fout les jetons aux plus endurcis. Nous vivons au milieu d'une guerre qui peut reprendre à tout instant. Un exemple parmi cinquante autres : « Une fin d'après-midi, entre chien et loup, il bruina. J'avais appelé un taxi, qui avait prévenu qu'il était arrivé. Je me précipite, passe les portes, salue les gars de la sécurité, ouvre le dernier obstacle avant la rue, et me retrouve dehors. La voiture noire était là. J'ouvre la portière et réalise que la voiture est bourrée d'armes automatiques. Le chauffeur me lance un regard terrible et deux autres, qui semblaient être des passants, se jettent pratiquement sur moi. Le taxi était juste derrière... »

On ne parle pas entre nous de ces histoires, mais si l'on écoute vraiment, on entend cela : « J'ai peur sur le trottoir, j'ai peur quand je vois des policiers, quand je suis à l'intérieur, peur quand j'entends, à la table de la rédaction, des bruits que je n'identifie pas. J'ai peur de la panic room², car je suis claustrophobe. J'ai peur, car je suis persuadée de réentendre un jour le cliquetis des kalachs. Il y a quelque chose qui l'emporte sur cette pétiole, mais quoi ? » Et d'autres, pourtant protégés, et sûrement pour cela aussi, ne reconnaissent plus leur vie : « La spontanéité, c'est fini. Fini les potes, fini les bars. Quand je vais encore dans l'un d'eux, mes policiers sont là. Et il leur arrive de me presser de partir parce qu'ils craignent quelque chose. Chez moi, où je suis ►►►

CE QUE CES TROIS ANNÉES ONT VRAIMENT CHANGÉ

►►► connu, des voisins d'extrême gauche ne veulent plus me dire bonjour, car ils ne sont surtout pas Charlie.»

LA POLICE PRIVÉE DE «CHARLIE»

Chacun a son lot d'histoires à dormir debout : « Je t'ai jamais raconté cette fois où les flics croyaient qu'il y avait quelqu'un sur mon toit ? L'un d'entre eux est monté en haut d'un immeuble voisin pour regarder, pendant que trois autres étaient dans mon salon, la main sur leur flingue. » Précisons que ces policiers-là appartiennent à la police nationale, et protègent avec un grand professionnalisme certains d'entre nous. Certains, pas tous. C'est grandement absurde, mais la police nationale n'a pas mission de protéger le lieu où travaillent une bonne quinzaine de personnes menacées de mort. Charlie est donc obligé (voir l'édito) d'employer une police privée, qui se trouve à l'intérieur, avec laquelle nous entretenons de très bonnes relations. Mais qu'on paie, au prix fort.

Et que se passe-t-il quand l'un des protégés se rend à l'étranger ? Cela dépend des accords entre polices. Tout existe, jusqu'à la présence de policiers français dans un avion transportant un Charlie. Par exemple, des policiers accompagnent Y dans tous ses mouvements, parfois jusqu'au Brésil. « Une fois, dans un pays européen, il était certain que nous étions surveillés. Mais par qui ? Tout le monde flippait, car là-bas, il n'y avait aucune base de repli. J'ai décidé, en accord avec les policiers qui se trouvaient avec moi, de raccourcir le voyage de trois jours. »

Combien de policiers s'occupent de nous, au fait ? Secret bien gardé par nous. Disons plusieurs, parfois beaucoup, cela dépend du classement, sur l'échelle de Richter du crime politique, de ceux des nôtres qu'on protège. Et les autres ? « Moi, je n'ai pas peur, mais il y a quand même de grosses différences entre nous. Riss et quelques autres sont devenus intouchables. Mais pas des gens comme moi ou d'autres, qui peuvent devenir des cibles. » Dans le cas de Y, les flics le conduisent d'un rendez-vous à un autre à bord d'une voiture si lourde que les freins ne peuvent l'arrêter que difficilement. Car elle est hautement blindée.

LE FLIC ÉTAIT UN PEU BEAUCOUP PRESSÉ

Parfois, la folie est au rendez-vous, comme ce jour où X a un rendez-vous précis. Il est dans une voiture blindée, et l'un des policiers de bord est un petit nouveau, hypernerveux. L'ennui est qu'il conduit le monstre caparotonné. Dès que X annonce que, pour une fois – une seule fois ! –, il est réellement pressé, le chauffeur devient comme possédé. « J'ai eu la peur de ma vie. On a pris un sens unique à contresens, avec le gyrophare hurlant. L'autre policier était blanc, je pensais qu'on allait buter une vieille. Je n'ai plus jamais dit que j'étais en retard. »

Il y a d'autres fantaisies qu'on dissimule, mais ce n'est plus tout à fait une vie. « Nous vivons comme des clandestins. Il faut constamment anticiper, ne pas prendre l'habitude d'aller au même endroit pour manger. J'imagine qu'un mec pourrait surgir, ou une bagnole exploser, ou l'apparition de nouvelles techniques. » Il faut planquer l'existence de femmes ou de maris – « je ne vais jamais à aucun événement public avec mon épouse, pour

Des lecteurs déçus par le numéro « Spécial Sécurité » :



que son visage ne soit jamais associé au mien» –, d'enfants, de domiciles, jusque sur le Net, qui révèle tant de petits secrets. Un jour épouvantable, à la suite d'un dessin qui n'aurait pas plu dans la lointaine Russie, l'un des nôtres a payé le prix fort. Des petites crapules poutiniennes ont publié sur la Toile son vrai nom, son adresse en Bourgogne, le plan pour arriver chez lui, le nom de ses voisins. Et comment combattre la numérisation du monde ?

Reprenons. Certains sont protégés par des policiers d'élite lourdement armés. Mais comme le lieu de travail n'est pas pris en compte – répétons pour les sourds : c'est aussi grave qu'absurde –, Charlie a dû payer et la sécurisation des lieux et les gardes privés qui font tourner le système. Nous avons de fort bonnes relations avec ces derniers, mais est-ce bien le problème ?

Bien que simple, la situation nous paraît désespérément confuse. Ceux qui partageaient au départ nos nouveaux locaux – d'autres sociétés – sont partis un à un, découragés par le risque de ce pesant voisinage. Pour accéder à la rédaction, il y a de nombreuses portes spéciales à franchir, dont certaines doivent venir de Fort Knox, des ascenseurs, des escaliers, des sas, un mot de code censé signaler une alerte grave qui nous conduirait tous dans un lieu spécialement aménagé. Quand tous les barrages sont franchis dans la volupté qu'on devine, c'est alors que l'on peut s'asseoir, c'est alors qu'il faut rire. Ne l'oublions surtout pas, Charlie est un journal comique. Il arrive fatalement un moment où Riss et Gérard ouvrent le bal et commencent : « On met quoi, cette semaine ? »

LE LIBRAIRE SE RETROUVE TOUT SEUL

Non, nous ne menons pas une vie normale, et nous vous devons bien cette vérité essentielle, vous qui avez tant soutenu les rescapés du massacre de janvier 2015. Des audacieux de chez nous vont encore sur le terrain, un peu partout en France, notamment pour y présenter la pièce posthume de notre Charb, tirée de sa *Lettre aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes*. Après quelques représentations en Avignon l'été passé, la pièce circule tant bien que mal dans des centres sociaux de province, des lieux culturels. Mais alors, la police bloque les carrefours, arrête et fouille tout le monde, crée un climat que certains passants et même des spectateurs ne comprennent pas. De nombreuses dédicaces de livres écrits ou dessinés par des Charlie sont annulées par les libraires : « Je peux comprendre, car chacun de nos passages entraîne dans notre sillage un barnum de flics. Et une fois qu'on est partis, le pauvre libraire se retrouve seul, non ? »

Encore faut-il ajouter le poids des menaces, qui redoublent depuis quelques mois. La plupart sont ridicules de sottise, mais certaines sentent bel et bien la mort, et celles-là, on les reconnaît. Ce serait donc cela, la France de 2018 ? Un pays

où la liberté réelle recule chaque jour sans que personne ne s'en émeuve ?

AU PAYS DES CERISES EXPLOSIVES

Mais allons, car nous savons si mal pleurer, malgré les larmes de sang du 7 janvier. Un jour d'été, le frère d'un Charlie, revenant d'une campagne, entend lui déposer un petit paquet. Mais notre Charlie, au téléphone, le prévient qu'il n'est pas chez lui. N'importe. Le frère sonne chez le concierge pour lui remettre le cadeau, mais celui-ci est absent, lui aussi. Alors il dépose son colis sur le paillason de son frère.

Bien entendu, il n'a pas vu que la voisine de palier avait tout observé par son judas. Or elle est inquiète, car elle sait qui est notre Charlie. Ce paquet, que contient-il ? Elle appelle la police, qui arrive très vite, constate la présence suspecte et décide d'envoyer une équipe de déminage, qui fait exploser la chose. « Quand je suis rentré, ma porte était défoncée, et tout le palier, jusqu'au plafond, était rouge cerise. C'est normal, car mon frère m'avait apporté des cerises à peine cueillies. Je me suis mis à nettoyer, mais c'est coriace, des cerises écrasées sur un mur. » Et l'un des flics, devant le spectacle, a lâché sans rire : « Je n'ai jamais vu un truc pareil en trente-cinq ans de carrière. » On le croit.

Encore deux choses qui nous tiennent à cœur. D'abord, les relations avec les flics. Seuls ceux qui sont protégés savent de quoi il s'agit. La confiance et une sorte d'amitié finissent par s'établir, car certains – de part et d'autre des fusils d'assaut – se connaissent depuis des années. Témoignage 1 : « Ils me donnent confiance. Oui, on peut parler d'amis. » Témoignage 2 : « Je n'ai pas été élevé dans un monde où on a des gens à son service. Et les flics sont à ma disposition. À la limite, c'est ça qui me gêne le plus. Tu manges dans un restaurant, il est 11 heures du soir, et tu te dis : "Merde, ils habitent loin, à quelle heure ils vont se coucher ?" Pareil quand tu les vois arriver le matin avec des yeux rouges, parce qu'ils ont dormi trois heures. » Témoignage 3 : « On ne peut pas manquer de les respecter. Leur mission ne tolère pas l'ombre d'une erreur et, bien entendu, on finit par nouer des liens de sympathie. Régulièrement, certains que je n'avais pas vus depuis un moment viennent me serrer la main en me disant : "Ah ben, t'es encore là ?" » Témoignage 4 : « Une ou deux fois, je suis tombé sur une tête de con, mais sinon, on rencontre des gens étonnants. Comme celui qui avait fait des études de musicologie. La flûte traversière ne nourrit pas son homme, la police, si. »

ADRESSE À UNE RÉPUBLIQUE DÉFUNTE

Le deuxième point presque final renvoie à notre état de santé mental. Sommes-nous les victimes d'une hallucination ? La paranoïa aurait-elle pris la place de nos rires homériques – ô Bernard Maris ! – d'antan ? Au procès d'Abdelkader

Merah, que Riss a suivi pour nous en octobre, on aura appris quantité de choses utiles. Le prévenu écoutait pendant ses heures de travail de charmantes cassettes audio délivrant de précieux conseils. Et parmi eux, celui-ci : « Quand on veut assassiner quelqu'un, on le surveille. » Ce n'est pas trahir un grand secret, certains de nous se sentent épiés. L'avenir tranchera ce lourd questionnement. Il est en tout cas certain que la grande tuerie du 7 janvier 2015 s'est produite aussi parce que l'équipe et la police ne croyaient pas à l'existence d'une haine aussi implacable du rire et de ses serviteurs.

Un territoire de Paris, capitale d'un pays libre, vit en état de siège, comme s'il était possible, admissible, supportable qu'un journal subisse constamment la peur d'un nouvel attentat. Nous ne sommes pas des héros, seulement des humains qui croient encore dans des valeurs humaines universelles. Et cela nous donne le droit d'interpeller notre président, Emmanuel Macron, et tous ceux qui exercent en notre nom un pouvoir public. Monsieur le président, est-il bien juste que nous soyons contraints d'acheter ainsi notre vie en payant une police privée ? Et ce faisant, de privatiser notre liberté et notre sécurité ? Est-il juste que la République française ne garantisse pas réellement le droit de Charlie à réunir son équipe, à réaliser son travail hebdomadaire sous la protection efficace de policiers de la République ?

N'est-il pas temps de regarder les choses en face, et de revoir tout ce qui doit l'être en urgence ? Vous le savez, une doctrine dépassée par les événements conduit à protéger seulement un nombre limité d'individus, sans tenir compte des autres, sans tenir compte du bâtiment où tous travaillent pourtant. Pourquoi diable ne serait-il pas possible de lancer un débat adulte sur ce qui a changé depuis le 7 janvier ? Pour notre gazette et d'ailleurs toutes les autres ?



Pas de malentendu, monsieur le président. Nous ne pleurons pas nos ducats et nos picailons. Nous pleurons notre République défunte, incapable de parler haut et clair pour que les principes simples de la liberté d'expression soient respectés en tout point de notre pays. Dites, que se serait-il passé si notre Charlie n'avait pas eu assez d'argent pour payer ses propres policiers ? Et que se passera-t-il demain si nous n'avons plus ces moyens de riches ? Nous vous appelons avec force et détermination à poser, avec nous et tous autres, la question concrète du droit à la liberté dans ce vieux pays qui est aussi le nôtre.

Quant à vous, chers lecteurs d'hier, d'aujourd'hui et de demain, sachez ce que vous n'avez jamais ignoré : nous avons un besoin proprement vital de votre présence, de votre soutien, de votre vigilance, de vos cris et protestations, même quand ils nous visent. Nous ne continuons que pour cela. On rira, on rira encore, mais il faudra nous aider.

Fabrice Nicolino

• Les citations sont bien sûr celles de membres de l'équipe.

1. Le TPIR est le Tribunal pénal international pour le Rwanda.

2. La *panic room* est une pièce de sécurité où se réfugier en cas d'extrême urgence.